

Chez nous et ailleurs

QUEBEC.—M. Amédée Caron, député des Îles de la Madeleine, présente au cours de la session qui vient de s'ouvrir un bill pour rendre obligatoire le port des réflecteurs sur les voitures à traction animale. Le défaut ne pourrait être invoqué pour fixer les responsabilités de l'accident ou des dommages.

Il n'y aurait qu'une pénalité pour infraction à la loi.

OTTAWA.—On a tiré des mines canadiennes plus de la moitié du charbon utilisé au Canada en 1932. Durant les 11 premiers mois de l'année, sur 21,000,000 de tonnes consommées 18,000,000 soit 86 pour cent provenaient de mines canadiennes.

OTTAWA. La conférence économique universelle s'ouvrira, selon toute probabilité, dès le printemps, à Londres. Il reste au Conseil de la Société des Nations d'en établir la marche et tous les autres détails. Le premier ministre, M. R. B. Bennett, dirigera tout probablement la délégation canadienne.

TORONTO.—Mgr P.-C. Choquette a été élu président honoraire de la Société royale d'astronomie du Canada. Il est le seul Canadien français au conseil d'administration.

REGINA, Sask.—On a annoncé officiellement mercredi que la prochaine session de la Législature de la Saskatchewan s'ouvrira le 2 février.

GEORGETOWN, Ind.—Il faudra à l'avenir des lettres de créance pour entrer à la banque d'Etat de cette ville. J. Kelly, président et caissier, a déclaré que les portes de la banque seraient fermées en tout temps. Si quelqu'un de connu se présente, M. Kelly pressera un bouton pour ouvrir la porte, mais s'il s'agit d'un inconnu, il téléphonera au préfet de la ville qui fera subir une inspection à cet étranger.

SAN FRANCISCO.—L'Associated Oil Co. dépensera \$750,000 en annonces en 1933, a annoncé B. J. Graves, directeur général des ventes. M. Graves attribue aux annonces de journaux une grande partie des augmentations des ventes de 1932, qui ont augmenté d'environ 10 pour 100 sur 1931.

WASHINGTON.—Le sous-comité judiciaire du Sénat des Etats-Unis a décidé de donner une nouvelle rédaction au bill de la bière à 3.2 pour cent qui a déjà été voté par la Chambre des Représentants. Cette nouvelle rédaction serait faite dans le but de faire disparaître tout doute sur la constitutionnalité de la mesure.

WASHINGTON.—Malgré l'opposition de l'orateur Garner, les chefs du sénat américain ont bien décidé de pousser de l'avant la proposition demandant le rappel de la prohibition. Ils espèrent que les représentants du Congrès s'écarteront à la dernière minute et adopteront le rappel.

CITE VATICANE.—Le Pape Pie XI a présidé, la semaine dernière, à la lecture d'un décret final de canonisation en faveur du bienheureux André Fournet, fondateur de l'Ordre des Filles de la Croix, et d'un décret de béatification de la vénérable Maria Pelletier, fondatrice des Soeurs du Bon Pasteur.

CITE VATICANE.—S. Exc. Mgr G. Gaubier, archevêque coadjuteur de Montréal, a obtenu une audience privée du Pape, la semaine dernière. Sa Sainteté a donné sa bénédiction apostolique au prélat canadien, à Paris et à Rome, s'est remis d'une opération grave.

ROME.—Mussolini a déclaré à un visiteur américain que les Etats-Unis ont besoin d'un maître-cerveau et d'un contrôle économique central, mais que cet homme ne doit pas appartenir à la technocratie. Mussolini parlait au rabbi Abba Hillel Silver, de Cleveland, Ohio.

GENEVE.—Le secrétaire général de la confédération du travail, M. Léon Jouhaux, a dit à la conférence mondiale du chômage qu'il faut réduire les heures de travail sans réduire les salaires. Il a affirmé que trente millions d'hommes et de femmes, soit un sixième de tous les ouvriers et ouvrières de la terre, sont sans travail et que ce fait met le sort de la civilisation en péril.

MOSCOU.—Quatre hommes ont été condamnés à mort pour le vol d'un jambon dans un magasin de l'Etat. A la suite de ce vol, trois autres hommes ont été condamnés à dix ans de bagne et deux à trois ans de prison. Les neuf hommes étaient des employés du magasin.

M. Pierre Laval et les dettes de guerre

La France ne devrait rien payer aux Etats-Unis — L'Allemagne devra auparavant reprendre ses paiements au chapitre des réparations

PARIS.—L'ancien premier ministre Pierre Laval a déclaré aujourd'hui à la United Press que le second document d'Etat américain Stimson et le secrétaire du Trésor Mills avaient dit vrai lorsqu'ils ont prétendu qu'il n'avait pas été question de la révision ou de l'annulation des dettes lors des conversations Hoover-Laval, à Washington.

M. Laval dit que les difficultés entre la France et les Etats-Unis et la France, au sujet des dettes, ont commencé à la conférence de Lausanne, conférence que le président Hoover et lui n'avaient pas prévue.

L'ancien premier ministre Laval croit que la France ne doit pas payer les sommes qui étaient dues le 15 décembre dernier, ni aucune autre annuité, tant que l'Allemagne n'aura pas repris ses paiements au chapitre des réparations. M. Laval déclarait cependant qu'il ne voulait pas soulever une discussion internationale sur la question des dettes.

Pierre Laval insiste sur deux documents qui appuient sa position. C'est d'abord le moratoire Hoover, d'après lequel la France, sur les ins-

tances du cabinet Laval, obtint le paiement des annuités non conditionnelles. Ce paiement fut accordé à la France et le règlement de Lausanne par lequel les anciens alliés droits aux réparations. Ce règlement de Lausanne fut conclu en dépit de l'impossibilité de Washington sur l'impossibilité de la révision des dettes.

M. Laval dit donc que la position des Etats-Unis est sûre. Il n'y a jamais eu de promesses de révision, mais que la position de Washington, à la fin décembre, était faible parce qu'il était entendu qu'en raison de la crise le moratoire serait prolongé.

Le quinzième anniversaire du Guépéou

Le 15e anniversaire du Guépéou a été célébré avec enthousiasme en Russie rouge.—Les commentateurs d'un journaliste français—Cette police politique ne serait autre que l'ancienne Okhrana du tsarisme

PARIS.—Le quinzième anniversaire du Guépéou vient d'être célébré en Russie. Cet anniversaire a soulevé bien des commentaires dans la presse de bien des pays d'Europe. M. Saint-Bien écrit ce qui suit dans le "Journal":

"Les Soviets célèbrent avec enthousiasme le quinzième anniversaire de la fondation du Guépéou. Nous ne croyons pas qu'il soit besoin d'apprendre aux Français ce que c'est que le Guépéou. Si quelques-uns l'ignorent encore, il nous suffirait de citer le manifeste de Staline qui exalte les militants voués à l'extermination des ennemis de la dictature du prolétariat. Le Guépéou c'est pour appeler par son nom, la police politique. La "Pravda", en lui tressant des couronnes, n'hésite pas à déclarer qu'il a dû surmonter de très grandes difficultés. Le régime bolchevique n'est pas seulement une dictature, c'est aussi une police politique. Le Guépéou a déjoué le "sabotage" des intellectuels et des bourgeois, en Russie même. Il a contrecarré les tentatives réactionnaires de la IIe Internationale socialiste. Il a brisé les réseaux des paysans blancs contre la collectivisation des campagnes. Ces choses ne sont certainement pas imméritées. S'il est un fait indiscutable, c'est que l'effroyable oppression que les Russes subissent depuis 1917, n'y a pu se maintenir que parce que le régime bolchevique n'est pas la dictature des ouvriers et des paysans, mais la dictature de la police.

"La seule erreur est de prétendre que ce système est une découverte géniale de Lénine. Les bolcheviks n'ont rien inventé. Ils n'ont fait que retrouver les moyens de domination dont la désuétude a seule permis le triomphe. Le Guépéou n'est pas autre chose que l'Okhrana qui a soutenu le tsarisme aussi longtemps qu'il a été fortement organisé. Ce n'est pas seulement l'insubordination des cadres et même le personnel qu'ils ont passés au service de la révolution."

Hommage pontifical à S. Exc. Mgr Paquet

Texte d'une lettre de S. Exc. le cardinal Pacelli au vénérable prélat

Voici le texte de la lettre qu'à l'occasion de la célébration prochaine, avec groupement une église ecclésiastique et laïque qui, animée de votre esprit romain, répand l'enseignement des Encycliques et favorise par là l'affermissement des bons et le retour de ceux que les préjugés ont écartés de la voie du salut et les moyens de l'obtenir. Que dire des lumières que vous répandez sur la route de tous ceux qui viennent vous demander conseils, encouragements et appuis, si ce n'est que vous êtes fait tout pour les guider vers Dieu?

Sur toutes ces œuvres la divine Providence va projeter le joyeux éclat d'une fête jubilaire qui est dans les vœux de Son Excellence Mgr Villeneuve, votre Archevêque, du clergé des diocèses de l'Université de Laval, de vos administrateurs, de vos amis et de tous ceux qui ont bénéficié pendant cinquante ans de votre zèle, de vos exemples et de vos leçons. Le Saint-Esprit vous a donné de tout cela, en venant sur vous des faveurs divines toujours plus nombreuses et en vous accordant, comme gage de sa spéciale bienveillance et de l'effusion de ses grâces, une très précieuse Bénédiction apostolique.

En vous exprimant mes plus vives félicitations personnelles, je saisis avec bonheur cette occasion pour vous donner, Monseigneur, l'assurance de mes sentiments tout dévoués en Jésus-Christ.

(Signé) E. Card. PACELLI, Monseigneur Louis-Adolphe Piquet, Doyen de la Faculté de Théologie de l'Université de Laval.

S. Exc. Mgr J. Guy, O.M.I.

Vicaire des Missions du Vicariat de Grouard

Par décision du Révérendissime Père Général des Oblats, en date du 15 déc. 1932, Mgr J. Guy, O.M.I., Vicaire apostolique de Grouard, a été nommé Vicaire des Missions, c'est-à-dire non seulement supérieur ecclésiastique des Oblats de son Vicariat mais aussi leur supérieur religieux. Cette double autorité qu'avait si longtemps exercée Mgr Grouard, de glorieuse mémoire, reposera désormais sur son digne successeur.

Le Conseil de Mgr Guy en sera ainsi constitué: R. P. Y. Fioch, ler Cons. ordinaire et Adjoint; R. P. S. Lajoie, 2e Cons. ordinaire; R. P. C. Falher, 3e Cons. extraordinaire; R. P. J. Wagner, 2e Cons. extraordinaire et Economie.

Chez les U.F.A.

4,098 membres en 1932

CALGARY.—Comptant en 1909 un total de 2,147 membres et atteignant le nombre le plus élevé en 1921 avec 31,508 membres, les Fermiers-Unis de l'Alberta ne comptent plus le 31 décembre 1932 que 4,098 membres.

De 1929 à 1932, 25 nouveaux cercles U.F.A. furent fondés. D'autre part, durant la même période 340 cercles ne donnèrent aucun signe de vie. Le compte rendu annuel des recettes et des dépenses montre que l'association des U.F.A. possède actuellement un surplus de \$1200.

Incendie de l'église St-Louis de France

Un des plus beaux temples catholiques de Montréal a été détruit par l'incendie—Pertes considérables

MONTREAL.—L'église catholique de Saint-Louis de France a été totalement détruite par le feu jeudi après-midi, avec sa riche collection de reliques, de magnifiques tableaux et de sculptures sur bois.

La cause immédiate de l'incendie n'est pas connue. L'abbé Armand Pélissier, curé de la paroisse, a déclaré que les apparences l'incendie pri naissance dans le sous-sollement en dessous de la tour.

Les pertes, en comprenant l'église et son contenu, sont estimées à \$450,000, et sont presque complètement couvertes par les assurances, mais nombre d'objets précieux ne pourront pas être remplacés. Une relique de saint Louis, roi de France, que la paroisse conservait comme un trésor, a été perdue, de même que des peintures de l'éminent artiste canadien français Georges Delfosse, qui attrahent des milliers d'admirateurs.

Des efforts furent tentés pour sauver les Saintes Ecritures, mais il fut impossible de pénétrer jusqu'à l'autel, tellement les flammes avaient fait des progrès rapides.

M. l'abbé Falement a déclaré que le temple sera reconstruit le plus tôt possible, et qu'il sera à l'épreuve du feu. En attendant, les offices paroissiaux seront célébrés dans un manège militaire voisin.

Cinéma anglais

Il nous fait peine de constater que dans la campagne qui s'est faite dans la "Survivance" au sujet du cinéma anglais plusieurs lectures aient été publiées dans la rubrique "Lettres de nos lecteurs" qui sont de nature à jeter le discrédit sur les chefs de nos paroisses de langue française et sur certains de nos religieux les plus admirables par la sainteté de leur vie.

La révision des dettes allemandes

Le chef nationaliste la demande dans un discours au cours duquel il a attaqué la France—Hugenberg parle aux journalistes

PARIS.—M. Hugenberg, président du parti national allemand, en exposant son point de vue sur la question des crédits américains gelés en Allemagne, devant les correspondants des journaux des Etats-Unis, a déclaré qu'il faut que le problème des dettes privées allemandes fasse l'objet d'un nouvel examen.

M. Hugenberg a affirmé que l'Allemagne avait la ferme intention de payer ses dettes, mais qu'il est nécessaire que ses créanciers réduisent leurs prétentions.

Puis il a profité de cette occasion pour formuler surtout d'après critiques contre la France.

"Le problème des dettes est une question mondiale, a dit Hugenberg. Cette question est également très importante pour l'Allemagne. Les paiements d'un pays à un autre ne peuvent être basés que sur un transfert d'un ou de transferts de marchandises, c'est à dire qu'ils doivent reposer, dans ce cas, sur un excédent des

exportations du pays débiteur sur les importations du pays créancier. Pendant quatorze ans, la France a proclamé la sainteté des traités, et cela aussi longtemps qu'il s'agissait pour elle de pressurer son débiteur allemand. Maintenant qu'il lui faut payer, elle se dérobe et adopte à l'égard de son créancier allemand une attitude contraire. Pourtant, il est certain que la France peut payer, puisqu'elle dispose du plus grand trésor d'or en Europe. Elle pourrait aussi réduire ses dépenses militaires. Ce sont donc les intérêts de l'Europe qui défendent les créanciers américains, quand ils exigent de la France qu'elle paie et désarme."

A la suite de ces déclarations qui font craindre aux cercles officiels allemands qu'elles provoquent une certaine émotion à Vienne, on tient à faire remarquer à la Wilhelmstrasse que M. Hugenberg n'a aucune qualité officielle pour parler de la question des dettes et qu'il n'a nullement pris contact avec les milieux gouvernementaux, seuls compétents avant d'exprimer son point de vue.

Congrès des Fermiers-Unis à Calgary le 17

Affiliera-t-on les "U.F.A." et les "C.C.F."—Congrès très important—Nombreux délégués

CALGARY.—Le vingt-cinquième congrès annuel des Fermiers-Unis s'est ouvert hier, mardi, le 17.

La question la plus importante que l'on y débat est celle qui se rapporte à l'affiliation des Fermiers-Unis à la "Co-operative Commonwealth Federation". Bien que d'aucuns savent de source autorisée que cette affiliation est une chose presque certaine, il apporte que les discussions très sérieuses se développeront autour de cette importante question.

On croit que plus de 300 délégués assisteront à ce congrès qui tient ses assises à l'hôtel Palliser. Ils auront à étudier 200 résolutions. L'ouvrage ne fera certainement pas défaut.

Au nombre des autres questions qui seront soumises à l'étude des délégués, il y a celle qui a trait à la grève agricole proposée par les fermiers du district de Rumsey. On étudiera les problèmes relatifs aux dettes des fermiers, à l'inflation monétaire, à la nationalisation du crédit, et de la monnaie, à la demande d'une enquête générale sur la situation agricole actuelle.

Le cercle fédéral U.F.A. d'Edmonton-

ton-est demandera la création, par le gouvernement fédéral, d'une commission d'un marché national du bétail. L'on croit que cette résolution sera énergiquement présentée au gouvernement.

M. Robert Gardiner, député d'Albion au fédéral et président des U.F.A., présidera aux assemblées de ce congrès.

OTTAWA.—Les rumeurs d'une nomination possible de l'hon. Brownlee à la Commission du tarif ajoutées à celles de la démission de M. Robert Gardiner, comme président des Fermiers-Unis d'Alberta, ont créé dans la capitale du Canada un intérêt très vif au moment même où il leur est des Fermiers-Unis.

Dans les cercles politiques d'Albion, on s'attendait beaucoup à ce qu'il adviendrait de M. Gardiner si se retirait de la présidence des Fermiers-Unis. On croit ici que si l'hon. M. Brownlee devient membre de la nouvelle Commission du tarif, M. Gardiner démissionnerait au fédéral et succéderait au poste de l'hon. M. Brownlee comme premier ministre de l'Alberta.

Leur accordera-t-on ce qu'ils demandent?

Les catholiques d'Ontario demandent justice à l'hon. Henry, premier ministre.—Les écoles séparées faisant partie du système de l'Etat, ont droit à leur part

TORONTO.—Nous lisons dans le "Droit" de vendredi ce qui suit: L'Association des Contribuables Catholiques d'Ontario, ayant en tête le président général, M. M.-J. Quinn, a interviewé aujourd'hui l'hon. G.-S. Henry, premier ministre, et les membres du cabinet d'Ontario, et leur a présenté son cas relatif à un amendement de la loi d'évaluation en valeurs. Presque toutes les parties de la province étaient représentées.

Au début, on invoqua le jugement du Conseil Privé, portant que les écoles séparées catholiques font partie du système général des écoles publiques.

L'acceptation du principe que les placements dans les corporations constituent la propriété taxable fut reconnu par la législature en 1888, mais l'amendement alors apporté n'eut nullement satisfaisant, et cela était dû en certains cas à la distribution mondiale des actifs et aux fréquents changements de propriété, et à la conséquence de l'impossibilité d'apprécier, de déterminer les croyances religieuses des propriétaires d'actions.

Il fut démontré qu'aux débuts du système scolaire du temps de la Confédération, les propriétés foncières, pratiquement les biens immobiliers seulement, qui appartenaient surtout à des individus; les conditions de vie étaient alors plus simples que main-

Chronique de l'A.C.F.A.

Plusieurs cercles ont déjà élu leurs officiers pour l'année. Les résultats de ces élections sont publiés dans la page huit.

En effet, en plusieurs occasions et en plusieurs endroits, on s'est demandé ce qu'était l'A.C.F.A., ce qu'elle fait, ce qu'elle devrait faire, qui la dirige, et comment?

Nous allons, par une série d'articles, essayer de faire comprendre à tous en quoi consiste notre organisation nationale, son but, ses obligations, ses règlements et les droits et les obligations des différentes parties qui la composent.

Chaque groupe bien organisé doit avoir une tête, que ce soit une Association, une compagnie financière ou un gouvernement. L'autorité légitime de cette tête lui est conférée par une constitution, une charte ou par un mandat.

Un mandat est un acte par lequel une personne donne à un autre le droit d'agir en son nom. Ainsi, nous avons le mandat d'un député. Ce mandat comporte certaines fonctions et obligations transmises par le peuple ou une partie du peuple, à un représentant. Ceci s'applique à un gouvernement.

Les chartes sont données par les gouvernements à des entreprises commerciales, tel que les banques, les grandes maisons de commerce et d'industrie. Ces chartes donnent droit à certains privilèges, mais en même temps, il y a certaines obligations à remplir.

Les sociétés qui n'ont pas de chartes doivent leur autorité à une constitution. Cette constitution définit les droits et privilèges et les obligations de tous les membres, et elle doit être acceptée par la majorité des membres.

L'A.C.F.A. a été fondée dans le but d'unir tous les Franco-Albertains pour la conservation de leur langue, leurs traditions nationales, leurs mœurs et coutumes particulières, et assurer leur survivance comme entité catholique et française.

Pour arriver à ce but, il faut nécessairement avoir une ligne de conduite. Il faut avoir des lois et des règlements, des statuts, des règlements individuels et collectifs et qui, en même temps, protègent les droits de tous et de chacun.

Or, pour régler, il faut trois choses: 1. L'autorité, c'est dans notre Association est défini par la Constitution; 2. des règlements, ces règlements sont aussi définis dans la Constitution et en font partie; 3. des directives, ces directives viennent de l'Exécutif Central. Un exemple de ceci est le règlement d'admission à l'Assemblée parlementaire d'Ontario, est en l'honneur viennent des députés qui eux, tiennent leur mandat du peuple.

Lorsqu'ils adoptent un projet de loi, ce projet doit recevoir l'approbation des députés avant de recevoir la sanction du Gouverneur-Général et devenir loi.

Dans le prochain numéro, nous étudierons comment les règlements et les directives de l'Association sont approuvés.

LEO BELHUMIER, Secrétaire Général.

d'égalité de taxation pour fins scolaires.

Le système législatif qui pourvoyait autrefois à amener cette égalité est vieillissant. C'est le devoir de l'Etat de le remplacer par un autre plus efficace.

On fait remarquer que, contrairement à la législation existante, dont les clauses sont garanties par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, la propriété des contribuables des écoles publiques séparées, dans toutes les corporations et dans toutes les utilités publiques, est, en l'absence d'un amendement ad hoc, soustraite à l'évaluation en faveur des écoles séparées publiques, avec ce résultat qu'il existe des inégalités considérables et que les écoles des districts publics doivent être inévitablement augmentées.

L'Association suggère le remède suivant: distribution des taxes payées pour fins scolaires par les corporations et les utilités publiques, de manière qu'elles soient égales, et que chaque enfant de la province qui fréquente une école quelconque publique générale et séparée.

Le meilleur-chef est celui qui, sans
vaindre, l'avantage, veut le plus for-
tement et le plus longuement.

Georges CLEMENCEAU.

La Survivance

Rédacteur: Maurice Lavallée

DIEU ET PATRIE

Administrateur: R. P. J.-B. Boyer, O.M.I.

Vol. V.

EDMONTON, ALBERTA, LE 18 JANVIER 1933

PAGE 3

Encore le communisme

La semaine dernière, nous écrivions qu'un danger menaçait représenté par l'élément perturbateur qu'est le Communisme était suspendu sur nos têtes. En effet, la menace du Communisme est peut-être la plus terrible épine de Damoclès qui ait jamais été suspendue sur la tête du monde.

Réalise-t-on qu'à plusieurs endroits, il se trouve des individus qui sont trop enclins à sympathiser avec le Communisme? Et pourquoi? C'est, comme nous l'écrivions aussi la semaine dernière, parce qu'ils ignorent ce qu'est réellement le Communisme ou qu'ils s'aveuglent sur les prétendus bienfaits qu'apporterait au monde l'économie communiste substituée à l'économie actuelle.

Nous pouvons constater que plusieurs se plaignent, non sans raison, des injustices criantes commises à la suite d'abus des lois économiques. Dans certains milieux financiers on trouve malheureusement trop souvent des procédés déloyaux, de l'escroquerie, du vol apparemment légalisé. Dans plusieurs cas, les riches s'enrichissent davantage alors que les pauvres s'appauvrissent de plus en plus.

Comment se demande-t-il, un Canadien, jouissant d'une liberté qui ravit l'Européen cultivé qui nous visite, peut-il pousser l'aveuglement jusqu'à se proclamer l'admirateur du régime et des méthodes russes?

(Le Droit) V. B.

vil troupeau. La civilisation, là-bas, se ravale au-dessous de ce qu'a toléré de plus bas le paganisme le plus hideux.

Quand passent les missions européennes et américaines, les maîtres de Moscou jouent la macabre farce d'une prospérité artificielle. On promène les voyageurs d'usines en usines, toutes fumantes et trépidantes, et la plupart n'y voient que du feu. Mais sont-ils en route vers un autre paradis de la machine, que les experts de tantôt changent de costume et recommencent ailleurs leurs rôles peu difficiles. Supposé maintenant que le véritable expert américain, français, anglais, allemand, quitte l'atelier, aussitôt les enfants de Lénine sabotent les machines, pillent les caisses, et courent dans les puants tripots calmer leurs nerfs épuisés par tant de travail! — Voilà ce qu'avait déjà dénoncé, avant M. Leacock, l'auteur de "Moscou sans voile".

Comme Donnin, M. Leacock en arrive aux mêmes conclusions: La Russie rouge est un enfer, et son plan de cinq ans, allant d'échec en échec, condamne des millions de citoyens au pire esclavage.

Comment se demande-t-il, un Canadien, jouissant d'une liberté qui ravit l'Européen cultivé qui nous visite, peut-il pousser l'aveuglement jusqu'à se proclamer l'admirateur du régime et des méthodes russes?

L'assainissement financier

Les banques canadiennes et la plupart des grandes sociétés industrielles et commerciales publient, dit le Bulletin de la Banque Canadienne Nationale, en décembre et janvier, le relevé annuel de leurs opérations. La diminution des recettes, et, partant, des bénéfices est considérée par tout le monde comme un fait acquis si bien justifié qu'il n'a même plus besoin d'être expliqué. Aussi n'est-ce pas sur ce point que se portera surtout l'intérêt. Ce qui importe aujourd'hui à l'avenir de toute entreprise, dans quelle proportion que ses recettes soient momentanément réduites, c'est l'effort qui se fait en vue d'assainir ses finances et de comprimer les frais généraux dans toute la mesure compatible avec les exigences d'une bonne administration. Des économistes qui ne sont pas tous des amateurs soutiennent que la dépression dépend de la baisse des prix et que, par conséquent, la hausse y mettrait fin. Idée trop simpliste pour être juste. L'observation des faits n'indique-t-elle pas plutôt que l'une des causes de la dépression réside dans le manque de concordance entre la valeur relative, ou valeur d'échange, de diverses catégories d'articles et de services, en particulier des produits naturels et des objets fabriqués? Ce n'est donc pas le relèvement général des prix qui ramènerait l'harmonie.

Le rétablissement de l'équilibre exigera un ajustement qui ne peut s'effectuer qu'au moyen de la hausse de certains autres. La réduction du coût de production dans l'industrie n'est peut-être pas moins nécessaire à la reprise des affaires que le rétablissement des cours des denrées agricoles et des matières premières. Pour se rendre compte du degré de compressibilité que présentent les frais généraux, il suffit de jeter un coup d'œil sur le dernier rapport mensuel des Chemins de fer de l'Etat. D'octobre 1931 à octobre 1932, bien que les recettes brutes eussent fléchi de 11 pour cent, les recettes nettes ont augmenté de 58 pour cent. Même dans de nombreuses sociétés administrées normalement, combien d'économies ne pourrait-on pas réaliser! Dans notre jeune pays d'Amérique, les années de facilité amènent un laisser-aller dont on n'a pas idée dans la vieille Europe. Il ne faut rien de moins que le retour de la dépression pour qu'on songe à se ressaisir et à mettre sa maison en ordre. Il est constant que l'on contracte en période de prospérité des dettes dont on s'acquitte en période d'adversité.

Il faut aller au bien le visage découvert et par le droit chemin. Même en vue du bien, une prudence astucieuse est un péché—S. Thomas d'Aquin.

L'Action Catholique ne doit pas faire de politique, mais l'Action catholique n'empêche nullement ses adhérents de s'occuper chrétienement et catholiquement de la vraie et bonne politique.—Lettre de S.S. Pie XI au cardinal archevêque de Milan.

La famille! L'homme qui ne se développe pas sous son aile tutélaire demeure irrémédiablement un incomplet. Il lui manque le terrain essentiel, l'atmosphère primordiale. Elle est le premier cercle de fraternité, d'assistance mutuelle, la première coopérative, le meilleur socialisme.—A. Lichtenberger.

Il n'est permis à personne de rester inactif lorsque la religion ou le bien du pays sont en jeu.—Pie X.

Un problème actuel

Nos risques économiques

par
le R. P. Emile Bouvier, S.J.

du Collège des Jésuites

(Suite et fin)

Maintenant à l'économie concertée d'après le système social progressif! Ce type ne détruit pas la propriété privée comme dit le plan précédent, il compense son aménagement qui dispose d'une autorité suffisante pour contraindre employeurs, hommes d'affaires et employés à suivre les voies économiques les meilleures au point de vue social.

Dans ses enseignements "Quadragesimo Anno", Pie XI se fait un devoir de mentionner ce plan qui n'est ni plus ni moins que la réalisation fasciste italienne. "L'Etat accorde au syndicat une reconnaissance légale qui n'est pas contraire au droit de propriété, un caractère de monopole, en tant que seul le syndicat reconnu peut représenter respectivement les ouvriers et les patrons, que seul il est autorisé à conclure les contrats ou conventions collectives de travail. L'affiliation au syndicat est facultative et c'est dans ce sens seulement que l'on peut qualifier de libre cette organisation syndicale, vu que la constitution syndicale et d'autres contributions spéciales sont obligatoires pour tous ceux qui appartiennent à une catégorie déterminée, ouvriers aussi bien que patrons, comme sont aussi obligatoires les conventions collectives de travail conclues par le syndicat légal. Les conventions sont constituées par les représentants des syndicats ouvriers et patronaux d'un même métier et ainsi que de vagues organes ou institutions d'Etat, dirigent et contrôlent l'activité des syndicats dans toutes les matières d'intérêt commun". (Quadragesimo Anno). On voudra bien excuser cette citation un peu longue mais qui montre l'importance qu'il attribue le Saint-Père. Examinons le fonctionnement de ce plan.

Par une loi du 3 avril 1926, le gouvernement de Mussolini entreprit de faire coopérer les deux grandes classes sociales d'Italie, les patrons et les travailleurs, en les classant dans deux grands Confédérations. Celles-ci. La première, la Confédération Nationale Fasciste des Employeurs de l'Industrie, de l'Agriculture, du Commerce, du transport maritime et aérien, des chemins de fer et des banques. La seconde, la Confédération Nationale des Syndicats Fascistes comprend les syndicats de travailleurs dans l'industrie, le commerce, l'agriculture, le transport et les banques. Quant aux coopératives, aux boutiquiers, aux artisans, ils tombent dans l'une ou l'autre des grandes divisions. Mussolini entreprit de faire coopérer ces deux puissants corps par un organe coordonnateur appelé "Le Ministère des Corporations". Ce ministère constitue à son tour des corporations qui en vertu de l'article 42 de la même loi unissent dans une même branche sus-mentionnées les syndicats d'ouvriers et de patrons, par exemple la Corporation Industrielle coordonnerait les syndicats d'employeurs et d'employés de l'industrie, ainsi pour le commerce, le transport, etc.

Le président de chaque corporation doit être un homme rompu aux affaires et ne reçoit pas de salaire. En pratique ces corporations sont peu actives parce que les syndicats s'efforcent de tout régler à l'amiable. Toutefois elles offrent une garantie de l'Etat contre les infractions des confédérations et leur présidence est d'une valeur psychologique importante. D'après la loi, les élections, nominations sont sujettes à l'approbation du gouvernement par le Ministère des Corporations et le Grand Conseil Fasciste peut intervenir en tout temps dans les procédures électorales. En fait, le gouvernement n'intervient que dans les difficultés financières sérieuses ou dans des cas d'insubordination politique. Le grand Conseil Artisan, Maître, et Ouvrier anglais à la Société des Nations approuva le plan dans son volume intitulé "Recovery" et le propose à l'Angleterre.

On pourrait signaler deux dangers à éviter dans ce plan: le premier, énoncé par S. Exc. M. Rott dans un discours récent du budget italien, c'est la tendance de l'organisation corporative au consortium. Danger facile à prévenir par la direction et l'intervention de l'Etat. Mais est-ce à craindre, ajoute Pie XI, que l'Etat ne se substitue à l'initiative privée au lieu de se limiter à une aide, à une assistance nécessaire et suffisante. On craint, continue le Saint-Père, que la nouvelle organisation syndicale et corporative ne revête un caractère

Mesures de répression en Soviétique

Des villages sont condamnés à mourir de faim

VARSOVIE.—Le gouvernement soviétique d'Ukraine a lancé un nouveau décret, ordonnant des répressions d'une rigueur que l'on n'avait jamais vue, même dans les plus mauvais jours de la guerre civile.

Ce décret ordonne de suspendre l'expédition des marchandises et de fermer toutes les boutiques dans quel que village d'Ukraine qui ne parviendrait pas à fournir les boutiques dans quelques dizaines de villages "suspects", ou l'on a également interdit tout commerce de produits de première nécessité par les collectivités agricoles.

Les stocks de marchandises se trouvant dans les magasins d'Etat de ces localités doivent être immédiatement transportés ailleurs, pour que la population soit mise dans l'impossibilité de se procurer les articles mêmes les plus indispensables à la vie. En même temps, tous les arriérés d'impôts doivent être payés immédiatement. Les autorités locales doivent arrêter tous les paysans soupçonnés de sabotage ou de contre-révolution.

Ce décret condamne, en somme des villages entiers à mourir de faim et de misère.

Le sens du beau

On ne travaillera jamais trop à répandre parmi la population canadienne le sens du beau, non seulement par la pratique des arts, mais dans tous les domaines de l'activité nationale. De la sorte, on établira un contrepois à la tendance, engendrée par la machine, qui porte une foule de gens à attacher matériel de l'importance au côté matériel de la vie, au détriment de l'esprit, parce qu'elle menace d'empêcher notre jeune Dominion d'atteindre aux sommets.

Mettre en oeuvre les ressources naturelles, exploiter les forêts, harnacher les cours d'eau, fouiller les mines, pour faire prospérer la culture aux facultés supérieures dans chaque individu, développer sa personnalité, en faire une valeur spirituelle, voilà une entreprise qui doit nous intéresser, dont nous devons avoir à cœur d'assurer la réussite.

Dans une causerie qu'il vient de donner à Toronto, M. Edward Johnson, sénateur canadien, qui n'est pas seulement un artiste de mérite, comme en font foi ses succès à l'opéra de New York, mais qui sait être encore un propagateur de saines idées, a souligné le rôle que la musique peut remplir pour élever et affiner l'âme humaine, pour mettre plus de bonheur dans la vie mondiale. Combien d'autres arts, d'autres initiatives, nous aideront à répandre le culte du beau?

Et c'est parmi la jeunesse qu'il convient particulièrement de mener cette croisade afin que, plus tard, elle sache occuper avec profit les loisirs de plus en plus longs que promet de lui laisser la nouvelle organisation économique. Formée avec soin, initiée au beau sous toutes ses formes, elle ne se contentera plus de passer le temps. Elle voudra l'employer utilement pour elle et pour la société. Et le prestige et l'influence du Canada grandiront.

Même dans le domaine économique, le sens du beau répandu au sein de la masse nous vaudra d'obtenir des succès remarquables. En mettant sur le marché domestique et sur les marchés extérieurs des produits qui porteront une marque personnelle, qui se distingueront par un cachet de saine originalité et d'élégance, nous pourrions soutenir la concurrence de nos rivaux même les plus puissants et les mieux pourvus sous le rapport des machines. L'avenir est à l'artiste distingué, comme nous le rappelle-t-il à quel temps M. Lucien Romier. (La Presse, 31 décembre)

La plus belle Mosquée du monde est celle de Ste-Sophie à Constantinople.

Lopé de Vase compose plus de 4,800 pièces de théâtre en vers et en prose.

Formule d'abonnement

Ci-inclus la somme de \$..... en paiement

de..... an..... d'abonnement à la "Survivance".

Nom

Adresse

N.B.—L'abonnement est de \$2.00 par année. On fait remise

à "LA SURVIVANCE".

10010 109ème rue, Edmonton, Alta.

Livres nouveaux

Amica

Sommaire

Revue mensuelle des Associations Fédérées des Anciens Elèves des Couvents Catholiques du Canada.

Décembre 1932.

Noël d'Amour, 2. Paye de la Coopération Intellectuelle; De Nazareth à Bethlehem, 3. Elphège Brouillette, S.J.; L'enseignement de l'Eglise sur le mariage, 9. Samuel Langis, P.A. Vicaire-Général de Rimouski; Une page d'apologétique: l'existence de Dieu, 15. Adélaïde Dugré, S.J.; Petit Catechisme des Cercles d'étude, 18. E. Pineault-Lévesque; Les livres immoraux, 18.

La politique espagnole condamnée par un républicain

MADRID.—Un important discours politique a été prononcé à l'Assemblée de Madrid, foyer du républicanisme espagnol, par M. Miguel Unamuno, un des chefs intellectuels de la République.

L'orateur s'est élevé, notamment, en effet, au-dessus du régime d'exception que subit l'Espagne.

Il a démontré que le libéralisme avait fait faillite et que la République n'était qu'une catastrophe pour le régime républicain et de la liberté qu'il devrait apporter. Il condamna dans les termes les plus vifs l'expulsion des Jésuites et les incendies de couvents, qu'il appela des faits misérables.

Cette situation a provoqué un grave mécontentement en Espagne. Et la siouligné, à cet égard, que les parties monarchistes ont gagné plus de 10,000 voix aux élections catalanes par rapport aux élections de 1931.

"Il faut voir là, a souligné M. de Unamuno, une protestation contre cette inquisition policière qui invente des périls imaginaires pour justifier des lois d'exception".

Ces paroles ont été applaudies et ont fait d'autant plus d'impression que la position personnelle de M. de Unamuno, homme politique, écrivain, historien et philosophe, est des plus éminentes dans l'Espagne nouvelle.

"M. de Unamuno ne s'en tiendra pas là d'ailleurs.

Pélicé dans les couloirs des Cortés par plusieurs députés, M. de Unamuno a déclaré, en effet: "Hier, j'ai pu me réfréner. Mais ce que j'ai dit, c'est rien auprès des paroles que je prononcerai un jour aux Cortés. J'ai longtemps hésité; c'est le discours du président du Conseil, niant l'indépendance de la magistrature, qui m'a décidé à parler. Moi, vieux républicain, je constate que la République ne me satisfait plus."

Les chômeurs aux Etats-Unis

Il y en avait 11,590,000 au mois de novembre

WASHINGTON.—Le président de la Fédération américaine du Travail, William Green, estime le nombre des sans-travail, aux Etats-Unis, en novembre, à 11,590,000 hommes. Il observe que ce chiffre est supérieur de 130,000 à celui du mois précédent, et il assure que le nombre des chômeurs sera encore plus grand au cours de décembre, quand on en aura fait le décombrement. M. Green rappelle que les sans-travail sont plus que jamais dans le besoin, mais d'un autre côté, il est encourageant de noter que le chômage n'a pas augmenté en nombre que par le passé.

M. Mussolini écologiste

On vient de retirer des vitrines de l'exposition de l'histoire du fascisme un document pourtant bien amusant, mais que l'on considérerait comme pouvant être d'un mauvais exemple pour la jeunesse. Il s'agit d'une lettre d'un maître d'école au père du Duce signifiant que son fils, alors âgé de 15 ans, ayant reçu comme sujet de composition "Le temps c'est de l'argent" avait, au bout de deux minutes, remis sa copie qui portait ces simples mots: "Le temps c'est de l'argent, et ne doit en conséquence pas être dissipé. On ne rentre à la maison tardivement, car les examens approchent. N'est-ce pas logique?"

Le jeune Benito Mussolini fut expulsé de l'école pour dix jours en raison de cette impertinence.

Pour un héritage, si modeste fût-il, que de gens consentiraient à payer sans murmurer l'impôt sur les successions.

A nos abonnés

De nouveau, nous lançons un appel à tous nos abonnés retardataires. Nous leur demandons bien respectueusement de ne pas oublier qu'en dépit de ses nombreux sacrifices un journal comme le nôtre a singulièrement besoin de l'aide précieuse de ses abonnés. Or, parmi ces derniers, il s'en trouve encore plusieurs qui n'ont pas encore payé leur abonnement échu depuis un an, deux ans, voire trois ans. S'ils ne peuvent pas payer l'abonnement entier, qu'ils nous en envoient au moins une partie, quitte à nous payer le reste plus tard.

Et puis, aidez-nous à propager le journal. Trouvez-vous de nouveaux abonnés. Nous souhaitons que chacun de nos abonnés nous donne un autre abonné. Tout en doublant la circulation du journal, nous serions alors en mesure de le rendre plus intéressant et plus instructif.

Aidez-nous à réaliser ce désir.

M. L.

M. Leacock et la Russie

Dans un communiqué aux journaux, M. Stephen Leacock a donné de la Russie soviétique une image aussi juste que sombre. Le professeur de McGill n'a pas franchi les portes de cet empire ténébreux, il n'empêche qu'il informe, par de longues études, de ce qui se passe en ses frontières, il ne manque pas de termes énergiques pour fustiger l'inhumain régime rouge.

Plaignons d'abord, dit M. Leacock, les malheureux qui croient en une Russie déclinieuse d'émancipation et distributrice de liberté. C'est, au contraire, le pays où la personnalité humaine disparaît totalement dans la gueule de l'Etat. La famille, tant honorée dans les contrées à législation catholique, ne compte pas plus qu'un

Le gaspillage

Il continue

La crise n'est pas près de finir.

La raison?

Elle est très simple.

La cause principale des malheurs actuels réside beaucoup plus dans les personnes que dans les événements.

Or, presque partout, les personnes, y compris les corps publics, continuent de gaspiller, comme de plus belle.

La crise n'est donc pas pour finir de sitôt.

Allons, franchement, regardez autour de vous. A part chez les vrais chômeurs, y a-t-il beaucoup de vrais changements dans la vie quotidienne des individus?

Chez les jeunes des deux sexes, y a-t-il beaucoup moins de toilette qu'auparavant?

Un personnage, très haut placé vient de dire devant moi, qu'un contremaître de chantiers lui a déclaré avoir acheté, pour l'hiver, de nouveaux vêtements, des chemises, des sous-vêtements, des hommes, les marchandises suivantes:

Patates: \$8,000.00.

Cigarettes: \$18,000.00.

Où, on ne voit pas de gaspillage cela? En ces temps durs, le dernier achat est-il raisonnable?

Pas plus tard qu'hier, de mes deux yeux, j'ai vu un jeune villageois acheter, puis griller, avec ses amis en un quart d'heure, 3 petits paquets de cigarettes, de 20 sous chacun, soit 60 sous. A la campagne, 6 gros pains. Oui, 6 gros pains gaspillés en fumée!

Dans ce groupe même, il y avait des garçons et des pauvres familles qui manquent de pain à la maison. Allons, est-ce raisonnable; et avouons-le droit de parler de la crise, et d'en espérer la fin prochaine?

Terminons ces réflexions par les boutades sérieuses, d'un journal franco-américain, "La Tribune", je crois.

"Je dépense, tu dépenses, il dépense, nous dépensons... à tous les temps et à tous les modes. C'est même la grande mode.

Dépenser pour le nécessaire: il faut bien.
Dépenses pour l'utile: rien à dire.
Dépenses pour l'agrément, la récréation honnêtement prise: c'est légitime.

Dépenses pour les choses inutiles, parfaitement inutiles; dépenses sans rapport avec le revenu: c'est gaspillage.

Nous gaspillons, c'est le mot. Nous avons perdu le sens de la gradation dans les devoirs et les besoins.

Autrefois, avant de se bien tenir, on payait ses dettes; aujourd'hui, on estime moins importantes les obligations de la justice que celles de la récréation. Le luxe passe avant le nécessaire.

Tel roule auto qui ne s'occupe pas plus de ses dettes que des règlements de la vitess.

Tel possède radio, phonographe dernière perfection, qui achète à crédit chez l'épicière.

Ici, la table est chargée de primeurs les plus dispendieuses quand le laitier n'est pas payé.

Le piano est dans le salon, quand personne n'en sait tirer un son convenable; mille brimborions s'étaient, mais les armées sont vidées.

La toilette et la mode, ce qui paraît, ce qui passe, absorbent des sommes folles: on donnera cinq, dix, peut-être vingt-cinq sous pour une œuvre charitable, et on dépensera une, deux, cinq cent piastres pour le théâtre et les amusements sportifs.

L'énumération pourrait être poussée plus loin et serait fort longue qu'elle serait encore incomplète.

La statistique de ce que l'on dépense pour les futilités ou des choses hors de son moyen serait renversante. Et tant d'œuvres pourraient bénéficier de l'argent que l'on gaspille!

Tant d'œuvres charitables, tant d'œuvres sociales, tant d'œuvres éducatives!

Non, le gaspillage est encore trop général. La crise ne finira pas de sitôt.

Pierre BEAULAC.

Lettres de nos lecteurs

Nous publions sous cette rubrique les lettres d'intérêt général que l'on nous adresse. Toute communication doit être accompagnée du nom et de l'adresse de l'envoyeur. Nous ne prenons pas la responsabilité de ce qui paraît sous cette rubrique.

Fierté qu'on n'a pas prêchée

Si nous devons déplorer tant de honteuses capitulations chez nos compatriotes, c'est peut-être qu'à l'école, ils ont été trop ravis les professeurs de fierté, qui en feuilletant les pages de notre histoire toutes frémissantes encore sous les souffles héroïques, ont su faire vibrer les jeunes cœurs d'amour ardent pour la race et de s'être profondément la revendication légitime de nos droits imprescriptibles.

Il est temps que nos chers enfants apprennent de nous qu'ils n'ont pas à incliner le front devant personne sur ce continent.

Ils sont les fils des valeureux chevaliers et des nobles femmes qui n'ont pas su se fatiguer d'être grands. Ils sont des fils et des filles de héros: ils n'ont pas à en demander pardon.

Ces quelques remarques sont d'une importance souveraine. Il n'est que de réfléchir un peu pour être fier et fier de nos responsabilités d'éducateurs.

Nos élèves d'aujourd'hui seront les mères, les citoyens de demain. Si nous abandonnons notre tâche sans y apporter la compétence voulue, sans conviction, si nous faisons preuve notamment d'indifférence et de sottise indifférentes pour les fortunes de notre cher petit peuple, nous porterons devant l'histoire les stigmates honteux qu'appelleront à notre race et de ceux qui n'auront pas le courage de se montrer en tout et partout héros: Canadiens Français.

J'ai connu un professeur d'histoire du Canada dont les cours devenaient de véritables conférences toutes pétilantes de flammes patriotiques. Ses élèves sont, aujourd'hui, prêtres, médecins, avocats, députés. Par un d'entre eux ne verse un encens inutile et bête devant la prétendue supériorité de la culture anglaise. Chacun dans sa sphère est devenu un chef dont l'influence contribue à l'extension de nos œuvres bienfaitrices et à l'amélioration sociale, morale, commerciale, religieuse du peuple canadien français. S'il avait été un lâcheur ou simplement un tiède, ce maître d'école aurait formé hélas! des cœurs et des hommes à l'image de la sienne. Il nous appartient de faire comme lui et d'éterniser dans l'avenir l'action redoutable de notre enseignement.

C'est pas les compétences qui manquent parmi les enseignants d'enseignement de nos collèges et collèges de l'Alberta. Ce qui manque bien souvent, c'est le souffle patriotique d'un abbé Groulx ou d'un abbé Gélinas, afin de transmettre à leurs élèves cette fierté puissante aux sources de notre histoire.

M. l'abbé Gélinas que je viens de mentionner a publié toute une série d'ouvrages du plus haut intérêt pour les jeunes sur l'histoire du Canada: "An foyers", "Le Canada sous le régime français", "Le Canada sous le régime anglais". Tous ces ouvrages se vendent à très bon marché à la librairie Granger, Montréal.

Que les maîtres et maîtresses qui ont à cœur notre survie et le maintien de notre identité française puissent dans notre histoire les leçons admirables que nous ont léguées nos ancêtres. Leurs élèves comprendront alors que c'est en marchant sur leurs traces et en reproduisant leurs gestes héroïques qu'ils seront dignes d'eux et assureront notre avenir national.

Franc et sans Dol.

Kapuskasing et sa "Sosie", mais à l'envers...

Troisième lettre

Avant d'entrer en matière, que le lecteur veuille bien saisir toute la portée du mot "Sosie" qui veut dire qu'une personne ou une chose ressemble tellement à une autre que c'est à s'y méprendre (en anglais, on dit "twin" et en termes vulgaires, jumeau ou besson...)

"Remember Kapuskasing".

Transportons la question sur un autre terrain, en Alberta et à peu près dans le même temps. Qu'y voyons-nous?

Des patriotes canadiens français demandant à Ottawa les mêmes fautes "equal rights to all" qu'accordent ailleurs à une organisation protestante de langue anglaise, "The U. Bar colony" entre autres. On voit que le gouvernement fédéral réservait un certain nombre de canons (townships) pour y planter de braves Canadiens français au lieu de les laisser s'en aller aux États-Unis ou dans les grandes villes, des natifs du pays, contrairement aux "forerunners" qui ont coûté des millions au pays et...

Réponse qu'il était impossible pour les Français "equal rights to all". Ce

que voyant, on prépara une campagne de publicité (en français, bien entendu) dans tous les journaux du pays et même aux États-Unis, on publia brochures sur brochures, on en distribua des mille partout, les missionnaires-coloniateurs ne durent avoir pour lors que ce district en voir... tout fut mis en œuvre en un mois, pour lâcher de grouper en paroisses les compatriotes désireux de venir prendre la part de leur héritage national, tout simplement.

Au bout de quelques années d'efforts, de dévouement, d'organisation, on avait réussi à former un certain groupe de paroisses et on avait légué les jalons d'une dizaine d'autres qui seraient devenues paroisses en temps et lieu. On escomptait déjà un futur siège d'évêché, une représentation provinciale des deux comtés et un député au fédéral, etc. etc. Il n'y avait pas de mal à cela, au contraire, on voulait le développement du pays par les gens du pays d'abord, l'organisation judiciaire, municipale, paroissiale, etc., comme dans le reste du pays, et ce, aux frais et dépens de la personne, excepté des organisateurs ou organisations locales, nationales, religieuses et autres. On ne faisait de tort à personne, on ne "bloquait la route à aucun", le pays était encore tout à prendre, même à 35 ou 30 milles au nord de la capitale.

Or après que l'assiette des groupements fut établie sagement, pensait-on, ce ne fut pas la chicane qui, comme à Kapuskasing, entra dans la cabane, les gens étaient satisfaits, courageux, optimistes, ce fut la mauvaise annonce qui se présenta sous la forme d'une page complète en langue anglaise dans un journal anglais de la capitale et ensuite et depuis, par un, non pas "News", mais "Journal" (lisez à l'anglaise), qui continua l'œuvre néfaste commencée dans les quotidiens anglais de la capitale.

De ce jour-là, le drapeau français qui flottait haut et fier sur cette partie du pays commença à balayer, il est actuellement en berne. C'est la revanche de Kapuskasing... la "sosie" à l'envers.

Comment cela? Contrairement à Kapuskasing qui fut organisé, "settled" par le Père Paquette et sois, ici ce sont des compatriotes, qui firent les agents-vendeurs de terres des Canadiens français aux Russes, aux Polonais, aux Finlandais, aux Anglais, à tous ceux qui se présentaient, et bientôt on vit sur presque toutes les boutiques des vitrines des enseignes en anglais, en slave, en yiddish, etc. et quelques-unes! en français. On récitaient ce que l'on avait semé.

Pourtant ces meneurs, ces grands coupables avaient été bel et bien avertis, priverment, publiquement, par la voix des journaux de langue française de la province: les brevets écrits sont là couchés sous la poussière, mais la plaie est restée béante au cœur de ceux qui se sont dévoués pendant des années à cette œuvre religieuse, patriotique et nationale, à ceux qui ont accepté les temps, leur santé, leur économie pour une cause digne d'un meilleur sort.

Que sera l'avenir? L'avenir le dira!

Annoucer.

En Russie Soviétique

Les rumeurs persistantes qui nous parviennent des pays étrangers nous permettent d'espérer que de grands changements vont se produire en Russie dans le cours de l'année.

Le plan quinquennal agricole est voué à l'abandon et entraîne avec lui le plan industriel sur lequel les Soviétiques fondaient si grands espoirs.

Staline doit crouler avec son œuvre néfaste.

Un ami du général de Mirbel lui dit un jour:

—Général, pourquoi vous obstinez à remplir publiquement, et à la ville et à la campagne, vos devoirs de chrétien? Ne comprenez-vous pas qu'après un gouvernement franc-maçon votre titre de catholique et votre sang-géné vous barrent le chemin des honneurs?

—Je m'en moque, répondit-il. J'ai deux devoirs à remplir: le devoir du chrétien et celui du soldat. Le devoir de l'exclusion, ces deux devoirs s'entraident et se fortifient. Je suis toujours prêt à donner mon sang et à sacrifier ma vie; mais ma conscience, mais mon âme, jamais!

Ceux qui ont le temps sont ceux qui prennent le temps d'avoir le temps.

Tous les fumeurs de cigares aiment-ils vraiment le goût du cigare?

Les verres cachent les beaux comme les vilains yeux.

Cartes Professionnelles

"Nous vous servons mieux"

C.-E. GARIEFY

Avocat-Notaire

Ch. 40

10004 ave Jasper

Tél. 21347

L.-A. GIROUX, M.F.P.

Giroux & Fraser

Avocats et Notaires

Argent à prêter

Edifice Banque Canadienne Nationale

PAUL-EMILE POIRIER, B.A., LL.B.

Avocat

Milner, Carr, Dufresne & Poirier

Edif. Banque Royale

Avenue Jasper Edmonton, Alta.

S. A. G. BARNES

Établi en 1906

Assurances: vie, feu, maladie, autos, etc.

Placements. Adviseur financier

Tél. 32514 10120 100A rue, Edmonton

DR W.-A. MORGAN

Dentiste

Au-dessus du Théâtre Strand

Le soir sur rendez-vous

Tél. Bureau: 24918; Résidence: 25487

Edmonton

DR C.-H. LIPSEY

Dentiste

Heures 9 h. à 5 h. 30

301 Edif. Tegner

Nous parlons français

DR A. CLERMONT

Dentiste

Docteur en chirurgie dentaire

230 Edif. Birla, Angle 104e rue et Jasper

Tél. 25638—Résid. 82113

DR E. BOISSONNEAULT, B.L., M.D.

des hôpitaux de Paris et de Chicago

Bureau, 324 Edifice Tegner

Tél. 21612

DR JOSEPH BOULANGER

Médecin-chirurgien

No 10018 102A avenue

Edifice Boulanger

(En face de Palais de Justice)

DR A. BLAIS

Médecin et Chirurgien

3e étage, Edifice Banque de Montréal

Angle 1ère rue et avenue Jasper

Tél. 24639

LA PARISIENNE DRUG CO., LTD.

Spécialité de produits français

Commandes par la poste

10524 ave Jasper Edmonton

Tél. 26374

J. ERLANGER

Optométriste

Spécialité: Examen des yeux

de la vue. Ajustement de verres

303 Edif. Tegner Edmonton, Canada

Tél. 27463—Rés. 26587

A LOUER

A LOUER

- Cartes d'Affaires -

"Votre satisfaction est notre succès"

Examen des yeux—Verres ajustés par

IRVING KLINE

10123 101e rue

Notre cadran de la rue est toujours juste.

Revenez-y!

Nous parlons français

P.-A. COLBERT

Bijoutier et orfèvre

Attention spéciale aux communautés religieuses

1814 avenue Jasper

Tél. 24471

ALBERTA DECORATORS

J. et H. Thwaites

Peinture, Décoration, Papier tenture

Tél. 22778

10820 97e rue Edmonton, Alta.

CAREY ELECTRIC

Entrepreneurs électriciens

Appliques électriques, Lampes à bridge et abat-jour

Tél. 22772 10048 109e rue

THOMPSON HARDWARE CO., LTD.

9602 102 ave. Vis-à-vis Hôtel de Ville

One gross Crescent & Stullon wrenches

Prix de gros—Venez ici

EDMONTON RUBBER STAMP

Co., Ltd.

Fabricants d'étiquettes en caoutchouc et de sceaux

10037 101A ave. Edmonton

Tél. 26927

COUTTS MACHINERY CO., LTD.

Th. Coutts, gérant

Canadiens français venez me voir

10569 95e rue

Tél. 35723 Edmonton

A LOUER

NICHOLS BROTHERS

Machinistes

Fondeurs de cuivre et de fer

Manufacturier de machines à moulins à scies

10103 95e rue

Tél. 21861

Ligne complète de nourriture à volaille et appareils pour poulaillers

CAPITAL SEED & POULTRY SUPPLY

10189 99e rue, Edmonton.

Tél. 21342

MacCOSHAM STORAGE & DISTRIBUTING CO., LTD.

Emmagasinement et transport

Camions spéciaux pour meubles

Tél. 26361

Edmonton, Alta.

WESTERN TRANSFER & STORAGE

Limited

Transport et emmagasinement

Déménagements: meubles, pianos, etc.

Transport à la campagne

Tél. 21528

Edmonton

Nous parlons français

Spécialité: onduations permanentes

8 ans d'expérience dans cette spécialité

BURNETT'S HAIRDRESSING

SALON & BARBER SHOP

Mr T. Burnett occupe la première chaise

10420 avenue Jasper—Tél. 27255

SASKATOON WELDING CO.

Électricité et oxy-acétylène

Soudons tous métaux. Tous genres d'ouvrage

9660 102A avenue

Tél. 22756

H. E. PATENAUE

(Red & White)

11563 avenue Jasper

Tél. 82324

Voir annonce dans quotidiens

tous les Jours

Pour vos travaux d'impressions

Adressez-vous à

L'imprimerie "La Survivance" Ltée

10010 109e rue

Tél. 24702

